

L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés



© 2024 Les Echos Publishing

Qui est concerné ?

L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés s'impose aux entreprises employant au moins 20 salariés.

Les employeurs

Tous les employeurs d'au moins 20 salariés doivent respecter l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH). Cet effectif étant apprécié au niveau de l'entreprise et non pas de l'établissement.

Précision : l'effectif annuel de l'entreprise correspond à la moyenne du nombre de personnes employées chaque mois au cours de l'année civile précédente.

Une entreprise ne devient assujettie à l'OETH que si le seuil de 20 salariés est atteint ou franchi pendant 5 années civiles consécutives. Si l'effectif d'une entreprise appliquant l'OETH passe en dessous de 20 salariés durant une année civile, elle n'est plus soumise à cette obligation dès l'année qui suit.

L'obligation ?

Pour remplir leur OETH, les employeurs peuvent recruter des travailleurs handicapés ou mettre en œuvre un accord collectif agréé.

Les entreprises soumises à l'OETH doivent employer des travailleurs handicapés dans une proportion d'au moins 6 % de leur effectif total.

Pour obtenir le nombre de personnes handicapées à employer, l'effectif total de l'entreprise est multiplié par 6 % et le résultat est arrondi au nombre entier inférieur. Par exemple, une entreprise de 55 salariés doit employer trois travailleurs handicapés ($55 \times 6 \% = 3,3$).

L'embauche de personnes handicapées

Pour satisfaire à leur OETH, les employeurs peuvent :

- recruter des travailleurs handicapés, peu importe la durée et la nature du contrat de travail (CDI, CDD, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation...) ;
- employer des travailleurs handicapés mis à disposition par une entreprise de travail temporaire ou un groupement d'employeurs ;
- accueillir des personnes handicapées en stage ou pour des périodes de mise en situation en milieu professionnel ;
- accueillir des jeunes de plus de 16 ans bénéficiaires de droits à la prestation de compensation du handicap, de l'allocation compensatrice pour tierce personne ou de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé qui disposent d'une convention de stage.

L'effectif annuel des bénéficiaires de l'OETH présents dans l'entreprise correspond à la moyenne du nombre de bénéficiaires employés au cours de chacun des mois de l'année civile précédente.

À noter : afin d'encourager l'emploi de travailleurs plus âgés, le nombre de bénéficiaires de l'OETH âgés d'au moins 50 ans est multiplié par 1,5. Il s'agit de compenser « l'effort consenti par l'entreprise en faveur des bénéficiaires qui rencontrent des difficultés particulières de maintien en emploi ».

Un accord collectif agréé

Les employeurs peuvent également remplir leur OETH en mettant en œuvre un accord collectif agréé conclu au niveau de la branche, du groupe ou de l'entreprise. Cet accord étant signé pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable une fois.

Pour être agréé, l'accord doit mettre en place un programme pluriannuel en faveur des travailleurs handicapés incluant un plan d'embauche et un plan de maintien dans l'emploi. Il doit fixer des objectifs annuels, notamment en termes de recrutement, et préciser le financement prévisionnel des différentes actions programmées. Ce financement doit être au moins égal, chaque année, à la contribution financière due par l'entreprise.

La partie la plus diligente transmet l'accord de groupe ou d'entreprise à la Dreets au plus tard le 31 mai de la première année de mise en œuvre du programme. Celle-ci vérifie la nature, la portée et la cohérence des différentes actions envisagées ainsi que le respect des exigences liées au contenu de l'accord.

À savoir : l'employeur doit dresser un bilan annuel de la mise en œuvre de l'accord et le présenter au comité social et économique ou au comité de groupe.

Dans les 2 mois suivant la fin de l'accord de groupe ou d'entreprise, l'employeur doit transmettre à la Dreets :

– les bilans annuels et le bilan récapitulatif des actions réalisées dans le cadre de l'accord ;

- le solde des dépenses exposées pour la mise en œuvre du programme au regard du montant de la contribution financière qui aurait été due sans accord agréé ;
- à la demande de la Dreets, les pièces justificatives nécessaires au contrôle du bilan récapitulatif.

Si les dépenses réalisées pendant la durée de l'accord sont inférieures au montant de la contribution financière qui aurait été due sans accord agréé, l'entreprise doit alors verser à l'Urssaf, à la CGSS ou à la MSA une somme correspondant aux dépenses prévues par l'accord et non réalisées.

Une contribution financière annuelle

Les employeurs qui ne respectent pas leur OETH versent une contribution financière.

Les entreprises qui n'emploient pas suffisamment de bénéficiaires de l'OETH par rapport à leur effectif ou qui n'appliquent pas d'accord agréé doivent s'acquitter, chaque année, d'une contribution financière.

Le montant de la contribution financière se calcule en multipliant le nombre de bénéficiaires de l'OETH manquants par un montant forfaitaire variant selon l'effectif de l'entreprise :

- 400 fois le Smic horaire brut pour les entreprises de 20 à moins de 250 salariés ;
- 500 fois le Smic horaire brut pour les entreprises de 250 à moins de 750 salariés ;
- 600 fois le Smic horaire brut pour les entreprises d'au moins 750 salariés ;
- 1 500 fois le Smic horaire brut, quel que soit l'effectif de

l'entreprise, lorsque celle-ci, au cours des 3 dernières années, n'a employé aucun bénéficiaire de l'OETH, ni conclu de contrats d'un montant minimal (montant supérieur ou égal sur 4 ans à 600 fois le Smic horaire brut) avec des travailleurs indépendants handicapés, des entreprises de portage salarial, des entreprises adaptées, des établissements ou services d'accompagnement par le travail ni mis en œuvre un accord agréé.

Précision : le nombre de bénéficiaires de l'OETH manquants correspond à l'écart entre le nombre de bénéficiaires que l'entreprise aurait dû employer et le nombre qu'elle emploie réellement.

Cette contribution financière peut cependant faire l'objet de déductions au titre :

- des emplois exigeant des conditions d'aptitude particulières (Ecap) occupés par des salariés de l'entreprise (emplois que l'entreprise n'est pas tenue de proposer à des travailleurs handicapés comme les ambulanciers, les gardes du corps, les convoyeurs de fonds, les agents de sécurité, les vendeurs polyvalents des grands magasins, les conducteurs routiers ou encore certaines professions du BTP) ;
- de certaines dépenses supportées directement par l'entreprise : réalisation de diagnostics et de travaux afin de rendre les locaux de l'entreprise accessibles aux travailleurs handicapés ; dépenses liées au maintien dans l'emploi au sein de l'entreprise et à la reconversion professionnelle de bénéficiaires de l'OETH ; prestations d'accompagnement des bénéficiaires de l'OETH et actions de sensibilisation et de formation des salariés afin de favoriser leur prise de poste et leur maintien en emploi (déduction limitée à 10 % de la contribution financière).

Jusqu'au 31 décembre 2024, peuvent aussi être déduites, dans la limite de 10 % de la contribution financière, les dépenses exposées par l'employeur au titre :

- de la participation à des événements promouvant l'accueil,

l'embauche directe et le maintien dans l'emploi de travailleurs handicapés ;

– du partenariat avec des organismes œuvrant pour la formation, l'insertion sociale et professionnelle de personnes handicapées que l'employeur accueille ou embauche, à l'exclusion des participations aux opérations de mécénat ;

– des actions concourant à la professionnalisation des dirigeants ou des travailleurs des entreprises adaptées, des travailleurs des établissements ou services d'accompagnement par le travail ou des travailleurs indépendants handicapés, ainsi qu'au développement des achats auprès de ces acteurs.

Enfin, peuvent être déduites du montant de la contribution financière les dépenses liées à la conclusion, par l'entreprise, de contrats de fourniture, de sous-traitance ou de prestation de services avec des travailleurs indépendants handicapés, des entreprises de portage salarial lorsque le salarié porté est un bénéficiaire de l'OETH, des entreprises adaptées ou des établissements ou services d'accompagnement par le travail. Le montant de la déduction correspond à 30 % du prix hors taxes des fournitures, travaux ou prestations, duquel sont déduits les coûts des matières premières, des produits, des matériaux, de la sous-traitance, des consommations intermédiaires et des frais de vente et de commercialisation. Sachant que la déduction est limitée à 50 % du montant de la contribution financière lorsque l'entreprise emploie moins de 3 % de bénéficiaires de l'OETH par rapport à son effectif et à 75 % lorsqu'elle en emploie au moins 3 %.

En pratique : le paiement de la contribution financière est effectué auprès de l'Urssaf, de la CGSS ou de la MSA en même temps que la DSN d'avril effectuée le 5 ou 15 mai (selon l'effectif de l'entreprise).

Une hausse limitée de la

contribution

Jusqu'en 2024, l'augmentation de la contribution financière due par l'entreprise par rapport à celle payée l'année précédente est limitée.

Ainsi, la hausse de la contribution due au titre de l'année 2023 (et payée en 2024) par rapport à celle due au titre de l'année 2022 est réduite de 66 %. Et la hausse de la contribution due au titre de l'année 2024 (et payée en 2025) par rapport à celle due au titre de l'année 2023 est réduite de 50 %.

Des déclarations obligatoires

Toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, sont soumises à des démarches administratives.

Une déclaration via la DSN

Les entreprises, quel que soit leur effectif, doivent, tous les mois, indiquer dans leur déclaration sociale nominative (DSN) le statut de travailleur handicapé de leurs salariés, de leurs stagiaires et des personnes accueillies dans le cadre d'une période de mise en situation en milieu professionnel. Attention donc car sont concernées par cette démarche non seulement les entreprises assujetties à l'OETH, mais également celles qui ne le sont pas.

Une déclaration annuelle

Les entreprises assujetties à l'OETH effectuent également une déclaration annuelle. Cette déclaration intervient dans la DSN d'avril transmise le 5 ou le 15 mai (selon l'effectif de l'entreprise).

Afin d'aider les employeurs concernés à effectuer cette déclaration, l'Urssaf, la CGSS ou la Mutualité sociale agricole leur transmet courant mars les informations suivantes relatives à l'année civile précédente :

- l'effectif d'assujettissement à l'OETH ;
- le nombre de personnes devant être employées dans le cadre de l'OETH ;
- le nombre de bénéficiaires effectivement employés ;
- le nombre de salariés relevant d'un emploi exigeant des conditions d'aptitudes particulières (emplois que l'entreprise n'est pas tenue de proposer à des travailleurs handicapés comme les agents de sécurité, les vendeurs polyvalents des grands magasins, les conducteurs routiers ou encore certaines professions du BTP).

À savoir : l'employeur porte à la connaissance du comité social et économique cette déclaration annuelle, sauf la liste nominative des bénéficiaires de l'OETH.

L'entreprise qui ne transmet pas de déclaration annuelle doit verser une contribution forfaitaire fixée dans un premier temps à titre provisoire. Son montant est calculé en multipliant :

- le nombre de travailleurs handicapés bénéficiaires de l'OETH manquants dans l'entreprise (différence entre le nombre de bénéficiaires qu'elle doit employer et le nombre de bénéficiaires qu'elle a déclarés au cours de l'année) ;
- et un coefficient variant en fonction de l'effectif de l'entreprise (400 fois le Smic horaire pour les entreprises de 20 à moins de 250 salariés, 500 fois pour celles de 250 à moins de 750 salariés ou 600 fois pour celles de 750 salariés et plus).

Le montant ainsi obtenu est majoré de 25 %, sachant que ce taux augmente de 5 points par échéance non déclarée consécutive (taux de 30 % si l'entreprise n'effectue pas de déclaration pendant 2 ans de suite).

Cette contribution forfaitaire provisoire est notifiée à l'entreprise défaillante avant le 31 décembre de l'année au cours de laquelle elle aurait dû souscrire la déclaration. Si, après notification, l'entreprise effectue sa déclaration, le montant de la contribution est régularisé, le taux de la majoration diminuant alors à 8 %.

© 2024 Les Echos Publishing